Dispositifs dérogatoires d'indemnisation dans le cadre de l'épidémie de Covid-19 – Etat des lieux au 1^{er} janvier 2021 (version mise à jour au 8 avril 2021)

Table des matières

PERSONNES VULNERABLES	
PARENTS DEVANT GARDER LEUR ENFANT DE MOINS DE 16 ANS OU HANDICAPE	3
CAS CONTACTS	5
PERSONNES CONSIDEREES COMME CO-EXPOSEES	<u>c</u>
PERSONNES PRESENTANT LES SYMPTOMES EVOCATEURS DE LA COVID-19 DANS L'ATTENTE DES RESULTATS DI TEST	_
PERSONNES POSITIVES A LA COVID-19	16
PERSONNES DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE MESURE D'ISOLEMENT OU DE MISE EN QUARANTAINE A LEUR ARR EN OUTRE-MER EN APPLICATION DU 3° OU DU 4° DE L'ARTICLE L. 3131-15 ET DE L'ARTICLE L. 3131-17 DU CODE LA SANTE PUBLIQUE	E DE
PERSONNES EN PROVENANCE DE L'ETRANGER DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE MESURE D'ISOLEMENT PROPHYLACTIQUE A LEUR ARRIVEE SUR LE TERRITOIRE METROPOLITAIN ET EN OUTRE-MER	21

PERSONNES VULNERABLES								
	Dis	spositif : activité partielle	e dérogatoire	Dispo	sitif : arrêts de travail dé	rogatoires		
	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs		
Personnes <u>salariées</u> vulnérables	CUI L. n°2020-473 du 25 avril 2020 - Art. 20 D.n°2020-1365 du 10 novembre 2020 Placement en activité partielle par l'employeur *** Dispositif applicable jusqu'à une date fixée par décret, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021 (ordonnance n° 2020- 1639 du 21 décembre 2020).	Conditions cumulatives fixées par le D. n°2020-1365 du 10/11/2020: Critère relatif à la pathologie; Critère relatif aux conditions de travail: impossibilité totale de télétravailler ou de mettre en place les mesures de protection renforcées.	Certificat d'isolement établi par : Le médecin traitant ; le certificat peut être celui établi sur la base des critères du D. n°2020-521 du 05/05/2020 ; Le médecin du travail selon une forme imposée par le décret n°2021-24 du 13 janvier 2021 : Identification du médecin ; Identification du salarié ; Identification de l'employeur ; Information selon laquelle le salarié remplit les conditions prévues au deuxième alinéa du I de l'article 20 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020 de finances rectificative pour 2020. Ce décret n°2021-24 du 13 janvier 2021 est pris en application de l'article 2 de l'ordonnance n° 2020-1502 du 2 décembre 2021 et sont applicables jusqu'au 1er août 2021 (article 4, I de l'ordonnance n° 2020-1502 du 2 décembre 2020 modifiée).		NON			
Personnes <u>non</u> <u>salariées</u> vulnérables	NON			OUI D. n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié Versement des IJSS :	Conditions cumulatives fixées par le D. n°2020-1365 du 10/11/2020 : • Critère relatif à la pathologie ;	Justification que les conditions du D. n°2020-1365 du 10/11/2020 sont bien remplies en cas de contrôle de l'Assurance maladie.		

	 Sans application des 	 Critère relatif aux conditions 	
	conditions	de travail : impossibilité	
	d'ouverture de droit	totale de télétravailler ou de	
	aux IJ relatives aux	mettre en place les mesures	
	durées minimales	de protection renforcées.	
	d'activité ou de	•	
	contributivité		
	minimale ;		
	Sans application du		
	délai de carence de 3		
	jours ;		
	 Sans prise en compte 		
	de ces IJ dans le		
	décompte global des		
	IJ.		
	13.		
	Demande effectuée par la		
	personne vulnérable via le		
	téléservice		
	declare.ameli.fr		
	declare.ameii.ir		

	Dispositif applicable du 1er		
	janvier 2021 jusqu'au 1 er		
	juin 2021 inclus.		

		RENTS DEVANT GARDI positif : activité partielle (ER LEUR ENFANT DE M dérogatoire		DU HANDICAPE sitif : arrêts de travail dér	ogatoires
	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs
Parents salariés devant garder leur enfant de moins de 16 ans ou handicapé	Communiqués de presse du Ministère du Travail du 31 mars et du 1er avril 2021 Q/R du ministère du travail mis à jour au 1er octobre 2020 L. n°2020-473 du 25 avril 2020 - Art. 20	Être parent d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un enfant handicapé dont l'établissement est fermé ou identifié comme cas contact; Être salarié dans l'impossibilité de télétravailler et seul parent du foyer à être demandeur. *** Gestion de la période de vacances scolaires allant du 10 au 26 avril 2021: voir Fil sur la Fabrique - Salariés contraints de garder leur(s)	Attestation de la fermeture d'établissement d'accueil, de la classe ou de la section de l'enfant selon les cas (message général reçu de l'établissement ou, le cas échéant, de la municipalité informant de la non-ouverture ou du fait que l'enfant ne sera pas accueilli compte tenu des mesures sanitaires décidées ou une attestation fournie par l'établissement);		NON	

	Placement en activité partielle par l'employeur. *** Dispositif applicable jusqu'à une date fixée par décret, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2021 (ordonnance n° 2020- 1639 du 21 décembre 2020).	enfant(s): précisions sur la gestion de la période de vacances scolaires Pour l'articulation du télétravail avec la contrainte de la garde d'enfant(s): voir Fil sur la Fabrique – Arrêt pour garde d'enfant: spécificités pour le troisième confinement	Document de l'assurance maladie attestant que l'enfant est identifié comme cas contact à risque et doit donc respecter une mesure d'isolement. • Attestation sur l'honneur du parent indiquant qu'il est le seul des deux parents demandant à bénéficier du dispositif			
Parents non salariés devant garder leur enfant de moins de 16 ans ou handicapé		NON		D. n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié Versement des IJSS: Sans application des conditions d'ouverture de droit aux IJ relatives aux durées minimales d'activité ou de contributivité minimale; Sans application du délai de carence de 3 jours; Sans prise en compte de ces IJ dans le décompte global des IJ. Demande effectuée par le parent via le téléservice declare.ameli.fr *** Dispositif applicable du 1er janvier 2021 jusqu'au 1er juin 2021 inclus.	Être parent d'un enfant de moins de 16 ans ou d'un enfant handicapé dont l'établissement est fermé ou identifié comme cas contact; Être le seul parent du foyer à être demandeur et être dans l'impossibilité de télétravailler.	Attestation de la fermeture d'établissement d'accueil, de la classe ou de la section de l'enfant selon les cas (message général reçu de l'établissement ou, le cas échéant, de la municipalité informant de la non-ouverture ou du fait que l'enfant ne sera pas accueilli compte tenu des mesures sanitaires décidées ou une attestation fournie par l'établissement); OU Document de l'assurance maladie attestant que l'enfant est identifié comme cas contact à risque et doit donc respecter une mesure d'isolement. Attestation sur l'honneur du parent indiquant qu'il est le seul des deux parents demandant à bénéficier du dispositif. Selon le site Ameli, l'arrêt peut être fractionné et partagé entre les deux parents pour leur permettre de concilier la poursuite de leur

						activité professionnelle avec la garde de leur enfant.		
CAS CONTACTS								
	Di	ispositif : activité partielle d	érogatoire	Dispo	sitif : arrêts de travail de	érogatoires errogatoires		
	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs		
Cas contact <u>salarié</u>		NON		D. n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié Versement des IJSS: • Sans application des conditions d'ouverture de droit aux IJ relatives aux durées minimales d'activité ou de contributivité minimale; • Sans application du délai de carence de 3 jours; • Sans prise en compte de ces IJ dans le décompte global des IJ. Demande effectuée par le salarié via le téléservice declare ameli.fr Un téléservice declare ameli.fr Un téléservice declare ameli.fr spécifique a été mis en place pour les personnes alertées via le dispositif TousAntiCovid Complément employeur légal: • Non-application de la condition d'ancienneté d'un an	Conditions cumulatives définies par l'Agence Nationale de Santé publique (mise à jour du 21/01/2021): • Avoir été en « contact à risque », c'est-à-dire: - Avoir partagé le même lieu de vie que le cas confirmé ou probable; - Avoir eu un contact direct avec un cas, en face à face, à moins de deux mètres, quelle que soit la durée (par exemple : conversation, repas, contact physique); - Avoir prodigué ou reçu des actes d'hygiène ou de soins; - Avoir partagé un espace confiné (bureau ou salle de réunion, véhicule personnel, etc.) pendant au moins 15 minutes consécutives ou cumulées sur 24 H avec un cas ou être resté en face à face avec un cas durant plusieurs épisodes de toux ou d'éternuement. En revanche, des personnes croisées dans l'espace public de manière brève ne sont pas considérées comme des contacts à risque.	Selon le site declare.ameli.fr, la demande d'arrêt de travail dérogatoire ne peut être réalisée qu'après avoir été contacté : • par un appel téléphonique de l'Assurance Maladie, • par un mail de consignes adressé par l'Assurance Maladie, • ou par un SMS renvoyant vers la consultation d'un site dédié aux personnes contact, sur lequel les consignes présentées doivent impérativement avoir été validées pour que la demande d'arrêt soit instruite. *** A noter que : Depuis le 25 mars, les cas contact sont joints par l'Assurance maladie uniquement par SMS. Les personnes qui disposent de l'application TousAntiCovid sont alertées par une notification dudit dispositif.		

(article L. 1226-1 du	efficaces pendant toute la	
Code du travail) ;	durée du contact :	
Non-application du		
délai de prévenance	- Sont considérés comme des	
de 48 heures (article	mesures de protection	
L. 1226-1 1° du Code	efficaces :	
du travail) ;	 Séparation physique 	
Non-application de la	isolant la personne-	
condition de soins sur	contact du cas	
le territoire français	confirmé en créant	
ou dans l'un des	deux espaces	
autres États-membres	indépendants (vitre,	
de la Communauté	Hygiaphone);	
européenne ou dans	 Masque chirurgical ou 	
l'un des autres États	FFP2 ou grand public	
partie à l'accord sur	en tissu fabriqué selon	
l'Espace économique	la norme AFNOR SPEC	
européen (article L.	S76-001 de Catégorie	
1226-1, 3° du Code du travail) ;	1 ou masque grand	
Non-application du	public en tissu	
délai de carence de 7	réutilisable possédant	
jours (article D. 1226-	une fenêtre	
3 du Code du travail) ;	transparente	
Non-prise en compte	homologué par la	
des durées		
d'indemnisation dans	Direction générale de	
l'appréciation de la	l'armement, porté par	
durée maximale	le cas OU le contact.	
d'indemnisation au		
cours des 12 mois	- Ne sont pas considérés	
glissants (article D.	comme mesures de	
1226-4 du Code du	protection efficaces :	
travail).	 Masques grand public 	
	en tissu de catégorie 2;	
N.B.: Pas de versement du	■ Masques en tissu «	
complément	maison » ou de	
conventionnel, le salarié	fabrication artisanale	
n'étant pas en incapacité.	ne répondant pas aux	
***	normes AFNOR SPEC	
***	S76-001 ainsi que les	
Dispositif applicable du 1er	visières et masques en	
Dispositif applicable du 1er	plastique transparent	
janvier 2021 jusqu'au 1er juin 2021 inclus.	portées seules (pour	
Julii 2021 ilicius.	plus d'information sur	
	la protection conférée	
	par les différents types	
	de masques, voir l'avis	
	du HCSP) ;	
·		

			plaque de plexiglas	
			posée sur un	
			comptoir, rideaux en	
			plastique transparent	
			séparant clients et	
			commerçants.	
			commerçants.	
			En outre, le salarié cas contact	
			doit être dans l'impossibilité de	
			télétravailler.	
		OUI	Conditions cumulatives définies	Selon le site declare.ameli.fr, la
			par l'Agence Nationale de Santé	demande d'arrêt de travail
		D. n°2021-13 du 8 janvier	publique (mise à jour du	dérogatoire ne peut être réalisée
		2021 modifié	21/01/2021) :	qu'après avoir été contacté :
		Versement des IJSS :	Avoir été en « contact à	par un appel téléphonique de
		Sans application des	risque », c'est-à-dire :	l'Assurance Maladie,
		conditions	A	par un mail de consignes
		d'ouverture de droit	- Avoir partagé le même lieu	adressé par l'Assurance
		aux IJ relatives aux	de vie que le cas confirmé	Maladie,
		durées minimales	ou probable ;	ou par un SMS renvoyant vers
		d'activité ou de	- Avoir eu un contact direct	la consultation d'un site dédié
		contributivité	avec un cas, en face à face, à	aux personnes contact, sur
		minimale;	moins de deux mètres,	lequel les consignes
		 Sans application du 	quelle que soit la durée (par	présentées doivent
		délai de carence de 3	exemple : conversation,	impérativement avoir été
		jours ;	repas, contact physique); - Avoir prodigué ou reçu des	validées pour que la demande d'arrêt soit instruite.
		Sans prise en compte	actes d'hygiène ou de soins ;	d arret soit instruite.
Cas contact	NAM	de ces IJ dans le	- Avoir partagé un espace	***
non salarié	NON	décompte global des	confiné (bureau ou salle de	
<u>IIOII Salarie</u>		IJ.	réunion, véhicule	A noter que :
			personnel, etc.) pendant au	Depuis le 25 mars, les cas contact
		Demande effectuée par la	moins 15 minutes	sont joints par l'Assurance maladie
		personne cas contact via	consécutives ou cumulées	uniquement par SMS.
		<u>le téléservice</u>	sur 24 H avec un cas ou être	aniquement par sivis.
		declare.ameli.fr	resté en face à face avec un	Les personnes qui disposent de
			cas durant plusieurs	l'application TousAntiCovid sont
		Un téléservice déclare.	épisodes de toux ou	alertées par une notification dudit
		ameli.fr spécifique a été	d'éternuement.	dispositif.
		mis en place pour les		
		personnes alertées via le	En revanche, des personnes	
		dispositif TousAntiCovid	croisées dans l'espace public de	
			manière brève ne sont pas	
		***	considérées comme des contacts	
		Dispositif applicable du 1er	à risque.	
		janvier 2021 jusqu'au 1 er		
		juin 2021 inclus.	• <u>Ne pas avoir utilisé de</u>	
			mesures de protection	

efficace; pendant toute la durke du contact. - Sont considérés comme des mesures de protection of the contact		officeres mandant touts la	
- Sont considérés comme des mesures de protection efficaces : • Séparation physique isolant is personne-contact du cas comme de contact du cas comme de contact du cas comme est contact de cas comme est contact du cas comme est contact de cas comme est contact de cas contact de cas comme est contact de cas comme est contact de cas comme en la norme AFNOR SPEC S76-001 de Catégorie 1 ou missue grand public en tissu récutisable possédant une fenére transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas Ou le contact. • Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces qualité est comme entre de cas comme entre de cas comme entre de cas comme entre de cas comme est com			
mesures de protection efficaces: Separation physique islanat la personne-contact du cas confirmé en créant deux espaces indépendants (vitre, Hyglaphone); Masque churugical ou FFP2 ou grand public entissu fairqué s'elon la norme AFNOR SPEC S76-001 de Catégorie 1 ou masque grand public entissu focultable possédant une fenètre transparente homologue par la Direction générale de l'armenent, porté par le cas Ou le contact. Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: Masque grand public entissu récutisable possédant une fenètre transparente homologue par la Direction générale de l'armenent, porté par le cas Ou le contact. Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: Masque grand public entissu « maison » ou de fabrication artisanale en répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées selues (pour l'armenent portes selues (pour l'armenent portes selues (pour l'armenent pour les selues (pour l'armenent pour l'armenent pour l'armenent pour l'armene		duree du contact :	
mesures de protection efficaces: Separation physique isladant la personne-contact du cas confirmé en créant deux espaces indépendants (vitre, Hyginphone); Masque éthurgical ou FFP2 ou grand public entissu hafriqué selon la norme AFNOR SPEC S76-001 de Catégorie 1 ou masque grand public en tissu de catégorie 1 ou masque grand public en tissu récutifisable possédant une fenètre transparente homologue par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. Ne sont pas considérés comme meavres de protection efficaces: Masques grand public en tissu comme meavres de protection efficaces: Ne sont pas considérés comme meavres de protection efficaces: Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques en tissu de majorie de fabrication artisanale en répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visilres et masques en plastique transparent portées selues (pour		Cambaanaidénéa aannaa daa	
efficaces: - Separation physique isolant la personne-contact du cas confirmé en créant deux espaces indépendants (vitre, Hygjaphone); - Masque chirurgical ou FFF2 ou grand public en tissus fabrique seion la nome AFNOR SPC S76-001 de Catégorie 1 ou masque grand public en tissus fabrique seion la nome AFNOR SPC S76-001 de Catégorie 1 ou masque grand public en tissus revutilisable possedant une femètre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas Oule contact. - Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces : - Masques grand public en tissu catégorie 2; - Masques grand public en tissu de catégorie 2; - Masques grand public en tissu de catégorie 2; - Masques grand public en tissu de catégorie 2; - Masques grand public en tissu de catégorie 2; - Masques grand public en tissu de catégorie 2; - Masques grand public en tissu de catégorie 2; - Masques en tissu us mason » ou de tabrication artisnale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsti que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
Séparation physique isolant la personne- contact du cas confirmé en créant deux espaces indépendants (vitre, Hygisphone); Masque chirungital ou HFP2 ou grand public en itsus florique seion ia norme AFNOR SPEC 576-001 de Catégorie 1 ou masque grand public en tisus réutilisable possédant une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. Ne sont pas considérés comme messures en protection fifficaes: Masques grand public en rissus de catégorie 2; Masques grand public en fissus de catégorie 2; Masques grand public en fissus de catégorie 2; Masques grand public en fissus et masques massires en protection fifficaes: Masques grand public en fissus de catégorie 2; Masques grand public en fissus de catégorie 2; Masques grand public en fissus de catégorie 2; Masques en tissus « maison » ou de fishrication artisanale ne répondant pas oux normes AFNOR SPEC 576-001 ainsi que les visitres et masques en plastique transparent portées seules (pour			
isolant la personne- contact du cas confirmé en créant deux espaces indépendants (vitre, Hyglaphone); • Masque chirurgical ou FFP2 ou grand public en tissu fabriqué selon la norme AFNOR SPEC S76-003 de Catégorie 1 ou misque grand public en tissu fabriqué par de 1 ou misque grand public en tissu résultable possédant une fenètre transparente homologue par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. • Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: Misques grand public en tissu de catégorie 2; Misques grand public en tissu de catégorie 2; Misques grand public en tissu de catégorie 2; Misques en tissu « mislon » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-003 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées secules (pour			
contact du cas confirmé en créant deux espaces indépendants (vitre, indépendant) (vitre, indépendant) (vitre, indépendant (vitre, indépendant) (vitre, indép			
confirmé en créant deux espaces indépendants (vitre, Hygiaphone); • Masque chrungital ou FFP2 ou grand public en tissu fabriqué selon la norme AFNOR SPEC S76-001 de Catégorie 1 ou masque grand public en fissu révultisable possédant une fenêtre transparent en homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OUI e contact. • Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: • Masques grand public en tissu de catégorie 2; • Masques grand public en tissu de catégorie 2; • Masques en fissu « masion » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées selles (pour les visières et masques en plastique transparent portées selles (pour les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour les visières et masques en plastique transparent pour les visières et masques en plastique transparent pour les visiéres et masques en			
deux espaces indépendants (vitre, Hyglaphone): Masque c'hirugical ou FFF2 ou grand public en tissu fabrique selon la norme AFNOR SPEC S76-001 de Catègorie 1 ou masque grand public en tissu réutilisable possédant une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. Ne sont pas considérés comme mesures en protection efficaces: Masques grand public en tissu de catègorie 2; Masques grand public en tissu de catègorie 2; Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
indépendants (vitre, Hydaphone); Masque chirurgical ou FFP2 ou grand public en tissu fabriqué selon la norme AFNOR SPC S76 001 de Catégorie 1 ou masque grand public en tissu réutilisable possédant une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas 00 le contact. Ne sont pas considérés comme meures de protection efficaces: Masques grand public en tissu e maisque grand public en tissu de catégorie 2; Masques grand public en tissu e maisque grand public en tissu de catégorie 2; Masques en tissu e maisque public en tissu e maisque son de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
Hygiaphone): Masque chirurgical ou FFP2 ou grand public en itsus fabriqué seion la norme AFNOR SPEC S76-001 de Catégorie 1 ou masque grand public en itsus révilisable possédant une fenêtre transparente homoligué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces : Masques grand public en itsus en Masques grand public en itsus de catégorie 2; Masques en itsus de catégorie 2; Masques en itsus de masque grand public en itsus de catégorie 2; Masques en itsus de masque grand public en itsus de catégorie 2; Masques en itsus de masque se en tisus de maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
Masque chirurgical ou FFP2 ou grand public en tissu fabriqué selon la norme AFNOR SPEC S76-001 de Catégorie 1 ou masque grand public en tissu réutilisable possédant une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques en tissu « maiston » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour		indépendants (vitre,	
Masque chirurgical ou FFP2 ou grand public en tissu fabriqué selon la norme AFNOR SPEC S76-001 de Catégorie 1 ou masque grand public en tissu réutilisable possédant une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques en tissu « maiston » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour		Hygiaphone);	
FFP2 ou grand public en tissu fabrique selon la norme AFNOR SPEC S76-001 de Catégorie 1 ou mague grand public en tissu réutilisable possédant une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. - Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: - Masques grand public en tissu de catégorie 2; - Masques grand public en tissu de catégorie 2; - Masques straits de de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour		 Masque chirurgical ou 	
en tissu fabriqué selon la normé AFNOR SPEC S76-001 de Catégorie 1 ou masque grand public en tissu réutilisable possédant une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. - Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: * Masques grand public en tissu de catégorie 2; * Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées selues (pour			
la norme AFNOR SPEC S76-001 de Catégorie 1 ou masque grand public en tissu réutilisable possédant une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. - Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: • Masques grand public en tissu de catégorie 2; • Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en platique transparent portées seules (pour			
S76-001 de Catégorie 1 ou masque grand public en tissu réutilisable possédant une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. - Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: - Masques grand public en tissu de catégorie 2; - Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
1 ou masque grand public en tissu réutilisable possédant une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques en de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
public en tissu réutilisable possédant une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. - Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: - Masques grand public en tissu de catégorie 2; - Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
réutilisable possédant une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. - Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: - Masques grand public en tissu de catégorie 2; - Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
une fenêtre transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. - Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: ■ Masques grand public en tissu de catégorie 2; ■ Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
transparente homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. - Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces : - Masques grand public entissu de catégorie 2; - Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
homologué par la Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. - Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: - Masques grand public en tissu de catégorie 2; - Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
Direction générale de l'armement, porté par le cas OU le contact. Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: Masques grand public entissu de catégorie 2; Masques grand public entissu de catégorie 2; Masques entissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
l'armement, porté par le cas OU le contact. - Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: - Masques grand public entissu de catégorie 2; - Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
le cas OU le contact. - Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: - Masques grand public entissu de catégorie 2; - Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
- Ne sont pas considérés comme mesures de protection efficaces: Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour		l'armement, porté par	
comme mesures de protection efficaces: Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi aque les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour		le cas OU le contact.	
comme mesures de protection efficaces: Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi aque les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
comme mesures de protection efficaces: Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi aque les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour		- Ne sont pas considérés	
protection efficaces: Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
 Masques grand public en tissu de catégorie 2; Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour 			
en tissu de catégorie 2; Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
■ Masques en tissu « maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
maison » ou de fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
fabrication artisanale ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
ne répondant pas aux normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
normes AFNOR SPEC S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
S76-001 ainsi que les visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
visières et masques en plastique transparent portées seules (pour			
plastique transparent portées seules (pour			
portées seules (pour		T	
plus d'information sur			
la protection conférée			
par les différents types			
de masques, voir l'avis		de masques, voir l'avis	
		du HCSP) ;	

	D:		ES CONSIDEREES COM		Plaque de plexiglas posée sur un comptoir, rideaux en plastique transparent séparant clients et commerçants. En outre, la personne cas contact doit être dans l'impossibilité de télétravailler.	
	Textes et durée du dispositif	spositif : activité partielle d Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs Durée du dispositif	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs
Personnes salariées co- exposées	WIOPOSIUII	NON		Décret n° 2021-48 du 20 janvier 2021 « La personne co-exposée désigne la personne présentant un risque d'infection car, au cours d'une période qui ne peut être supérieure à quatorze jours avant le diagnostic du patient zéro, elle s'est trouvée, au même moment que celui-ci, dans le même lieu, rassemblement ou événement, où les mesures barrières n'ont pu être pleinement respectées, identifié par le patient zéro comme étant à l'origine possible de sa contamination ». D'après les informations communiquées par l'Assurance maladie, si les personnes identifiées comme « co-exposées » répondent aux critères	Le décret n°2021-48 du 20 janvier 2021 précise que : « L'évaluation d'une personne comme contact à risque de contamination, qu'elle soit cas contact ou personne co-exposée, s'effectue au regard des critères définis par l'Agence nationale de santé publique, qui sont rendus publics ». La notice de ce décret précise que les personne « co-exposée » pourront désormais être identifiées afin de leur permettre de bénéficier des mesures mises en place pour les personnes contacts à risque.	Les personnes co-exposées étant traitées comme les personnes « cas contact » dans le cadre du contact tracing, elles vont bénéficier des mêmes règles applicables à cette catégorie de personnes. Ainsi, selon le site declare.ameli.fr, la demande d'arrêt de travail dérogatoire ne peut être réalisée qu'après avoir été contacté : • par un appel téléphonique de l'Assurance Maladie, • par un mail de consignes adressé par l'Assurance Maladie, • ou par un SMS renvoyant vers la consultation d'un site dédié aux personnes contact, sur lequel les consignes présentées doivent impérativement avoir été validées pour que la demande d'arrêt soit instruite.

pos	sés par l'Agence	Depuis le 25 mars, les cas contact
	tionale de santé	sont joints par l'Assurance maladie
	blique, elles sont	uniquement par SMS.
	itées dans le cadre du	
	ntact tracing, comme les	Les personnes qui disposent de
	rsonnes « cas contact »	l'application TousAntiCovid sont
	sont éligibles au	alertées par une notification dudit
	éservice propre aux	dispositif.
	rsonnes déclarées « cas	•
	ntact ».	
Dan	ns ces conditions, il	
con	nvient donc de leur	
арр	pliquer les dispositions	
	D. n°2021-13 du 8	
janv	vier 2021 modifié.	
Vers	rsement des IJSS :	
•	Sans application des	
	conditions	
	d'ouverture de droit	
	aux IJ relatives aux	
	durées minimales	
	d'activité ou de	
	contributivité	
	minimale ;	
•	Sans application du	
	délai de carence de 3	
	jours ;	
•	Sans prise en compte	
	de ces IJ dans le	
	décompte global des	
	IJ.	
	mande effectuée par la	
pers	rsonne co-exposée via	
	<u>téléservice</u>	
	clare.ameli.fr réservé	
	x personnes « cas	
<u>con</u>	ntacts »	
	mplément employeur	
léga léga		
•	Non-application de la	
	condition	
	d'ancienneté d'un an	
	(article L. 1226-1 du	
	Code du travail);	
•	Non-application du	
	délai de prévenance	
		Page 10 cur 24

		de 48 heures (article L. 1226-1 1° du Code du travail); Non-application de la condition de soins sur le territoire français ou dans l'un des autres États-membres de la Communauté européenne ou dans l'un des autres États partie à l'accord sur l'Espace économique européen (article L. 1226-1, 3° du Code du travail); Non-application du délai de carence de 7 jours (article D. 1226- 3 du Code du travail); Non-prise en compte des d'indemnisation dans l'appréciation de la durée maximale d'indemnisation au cours des 12 mois glissants (article D. 1226-4 du Code du travail).		
Personnes <u>non</u> <u>salariées</u> co- exposées	NON	N.B.: Pas de versement du complément conventionnel, le salarié n'étant pas en incapacité. OUI Décret n° 2021-48 du 20 janvier 2021 « La personne co-exposée désigne la personne présentant un risque d'infection car, au cours d'une période qui ne peut être supérieure à quatorze jours avant le diagnostic du patient zéro, elle s'est	Le décret n°2021-48 du 20 janvier 2021 précise que : « L'évaluation d'une personne comme contact à risque de contamination, qu'elle soit cas contact ou personne co-exposée, s'effectue au regard des critères définis par l'Agence nationale de santé publique, qui sont rendus publics ». La notice de ce décret précise que les personne « co-exposée »	Les personnes co-exposées étant traitées comme les personnes « cas contact » dans le cadre du contact tracing, elles vont bénéficier des mêmes règles applicables à cette catégorie de personnes. Ainsi, selon le site declare.ameli.fr, la demande d'arrêt de travail dérogatoire ne peut être réalisée qu'après avoir été contacté :

	trouvée, au même moment que celui-ci, dans le même lieu, rassemblement ou événement, où les mesures barrières n'ont pu être pleinement respectées, identifié par le patient zéro comme étant à l'origine possible de sa contamination ». D'après les informations communiquées par l'Assurance maladie si les personnes identifiées comme « co-exposées » répondent aux critères posés par l'Agence nationale de santé Publique, elles sont traitées dans le cadre du contact tracing, comme les personnes « cas contact » et sont éligibles au téléservice propre aux personnes déclarées « cas contact ». Dans ces conditions, il convient donc de leur appliquer les dispositions du D. n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié. Versement des IJSS: • Sans application des conditions d'ouverture de droit aux IJ relatives aux durées minimales d'activité ou de contributivité	pourront désormais être identifiées afin de leur permettre de bénéficier des mesures mises en place pour les personnes contacts à risque.	par un appel téléphonique de l'Assurance Maladie, par un mail de consignes adressé par l'Assurance Maladie, ou par un SMS renvoyant vers la consultation d'un site dédié aux personnes contact, sur lequel les consignes présentées doivent impérativement avoir été validées pour que la demande d'arrêt soit instruite. *** A noter que: Depuis le 25 mars, les cas contact sont joints par l'Assurance maladie uniquement par SMS. Les personnes qui disposent de l'application TousAntiCovid sont alertées par une notification dudit dispositif.
	conditions d'ouverture de droit aux IJ relatives aux durées minimales d'activité ou de		
	décompte global des IJ.		Page 12 sur 24

PERSOI	NNES PRESENT	ANT LES SYMPTOMES	EVOCATEURS DE LA (Demande effectuée par la personne co-exposée via le téléservice declare.ameli.fr réservé aux personnes « cas contacts »	ATTENTE DES RESUL	TATS DU TEST
_		spositif : activité partielle d	dérogatoire	Dispo	sitif : arrêts de travail de	érogatoires
	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs Durée du dispositif	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs
				OUI D. n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié	Conditions fixées par le décret n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié : Réalisation d'un test de détection du SARS-CoV-2 dans un délai de 2 jours à compter du début de l'arrêt de travail.	Pour l'Assurance-maladie: Le salarié doit lui adresser le résultat du test démontrant que ce dernier a été effectué dans un délai de 2 jours suivant l'auto-déclaration.
<u>Salariés</u> présentant les				Versement des IJSS: Sans application des conditions d'ouverture de droit aux IJ relatives aux durées minimales d'activité ou de contributivité	De plus, le salarié présentant des symptômes évocateurs de la Covid-1 doit être dans l'impossibilité de télétravailler. *** Le process élaboré par	Pour l'employeur : Le salarié lui remet ur récépissé de la demande d'isolement permettant de justifier de son absence qu lui est délivré par l'Assurance-maladie à l'issue

symptômes de l'infection à la Covid-19 dans l'attente des résultats du test

NON

Complément employeur

minimale;

jours;

• Sans application du

• Sans prise en compte

délai de carence de 3

de ces IJ dans le

décompte global des

- légal : • Non-application de la condition d'ancienneté d'un an
- Code du travail); Non-application du délai de prévenance de 48 heures (article

(article L. 1226-1 du

l'Assurance-maladie est le suivant:

- S'enregistrer sur téléservice declare.ameli.fr;
- Effectuer un test de dépistage à la Covid-19 dans un délai de 2 jours à compter de la déclaration ;
- Finaliser la demande une fois l'obtention du résultat du test.

N.B.: les déclarations faites sur ce téléservice ne déclenchent pas une indemnisation automatique.

Celle-ci est subordonnée à la réalisation effective d'un test, quel qu'en soit le résultat.

- de la 1ère étape d'autodéclaration;
- Dans un second temps, le salarié lui remet sans délai une attestation d'isolement, permettant de justifier l'indemnisation dérogatoire. Cette attestation est délivrée au salarié à l'issue de la dernière étape. Ce document est le déclencheur de l'indemnisation.

	L. 1226-1 1° du Code	***	
	du travail) ;		
	 Non-application de la 	N.B.: En aucun cas il ne faut	
	condition de soins sur	rediriger le salarié vers son	
	le territoire français	médecin traitant pour	
	ou dans l'un des	l'établissement d'un arrêt de	
	autres États-membres	travail. En effet, dans ce cas, ce	
	de la Communauté	salarié ne pourra bénéficier des	
	européenne ou dans	dispositions dérogatoires	
		prévues par le décret. En	
	l'un des autres États		
	partie à l'accord sur	revanche, le salarié devra	
	l'Espace économique	toutefois voir son médecin	
	européen (article L.	traitant pour le suivi médical.	
	1226-1, 3° du Code du		
	travail) ;		
	Non-application du		
	délai de carence de 7		
	jours (article D. 1226-		
	3 du Code du travail) ;		
	Non-prise en compte		
	des durées		
	d'indemnisation dans		
	l'appréciation de la		
	durée maximale		
	d'indemnisation au		
	cours des 12 mois		
	glissants (article D.		
	1226-4 du Code du		
	travail).		
	travanj.		
	N.B.: Pas de versement		
	du complément		
	conventionnel, le salarié		
	n'étant pas en incapacité.		
	Demande effectuée par le		
	salarié via le téléservice		
	declare.ameli.fr.		
	Dispositif applicable aux		
	arrêts de travail délivrés à		
	compter du 10 janvier		
	2021 jusqu'au 1er juin		
	2021 jusqu'uu 1 jum 2021 inclus.		

	ATTENITION - 1/6		
	ATTENTION : A défaut, si le		
	médecin traitant établit		
	l'arrêt de travail : pas de		

		bénéfice des dispositions dérogatoires et indemnisation de droit commun au titre de l'incapacité. *** ATTENTION: l'arrêt de travail peut être établi par le médecin du travail (Décret n°2021-24 du 13 janvier 2021). Ce décret est pris en application de l'article 2 de l'ordonnance n° 2020-1502 du 2 décembre 2020. Ses dispositions entrent en vigueur à compter du 15 janvier 2021 et sont applicables jusqu'au 1er août 2021 (article 4, I de l'ordonnance n° 2020-1502 du 2 décembre 2020 modifiée).		
Personnes non salariées présentant les symptômes de l'infection à la Covid-19 dans l'attente des résultats du test	NON	OUI D. n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié Versement des IJSS: Sans application des conditions d'ouverture de droit aux IJ relatives aux durées minimales d'activité ou de contributivité minimale; Sans application du délai de carence de 3 jours; Sans prise en compte de ces IJ dans le décompte global des IJ.	Conditions fixées par le décret n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié: Réalisation d'un test de détection du SARS-CoV-2 dans un délai de 2 jours à compter du début de l'arrêt de travail. De plus, la personne présentant des symptômes évocateurs de la Covid-1 doit être dans l'impossibilité de télétravailler. *** Le process élaboré par l'Assurance-maladie est le suivant: S'enregistrer sur le téléservice declare.ameli.fr; Effectuer un test de dépistage à la Covid-19 dans un délai de 2 jours à compter de la déclaration;	Pour l'Assurance-maladie: La personne doit lui adresser le résultat du test démontrant que ce dernier a été effectué dans un délai de 2 jours suivant l'autodéclaration.

				Demande effectuée via le téléservice declare.ameli.fr. Dispositif applicable aux arrêts de travail délivrés à compter du 10 janvier 2021 jusqu'au 1er juin 2021 inclus. *** ATTENTION: A défaut, si le médecin traitant établit l'arrêt de travail: pas de bénéfice des dispositions dérogatoires et indemnisation de droit commun au titre de l'incapacité.	Finaliser la demande une fois l'obtention du résultat du test. N.B.: les déclarations faites sur ce téléservice ne déclenchent pas une indemnisation automatique. Celle-ci est subordonnée à la réalisation effective d'un test, quel qu'en soit le résultat.			
	PERSONNES POSITIVES A LA COVID-19							
	Dispositif : activité partielle dérogatoire		Dispositif : arrêts de travail dérogatoires					
	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs Durée du dispositif	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs		
S <u>alariés</u> positifs à la Covid-19		NON		D. n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié Versement des IJSS: Sans application des conditions d'ouverture de droit aux IJ relatives aux durées minimales d'activité ou de contributivité minimale; Sans application du délai de carence de 3 jours; Sans prise en compte de ces IJ dans le	Le décret n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié prévoit que l'arrêt de travail, pour ces personnes, est délivré par l'Assurance maladie après déclaration en ligne via le téléservice mis en place à cet effet par la Caisse nationale d'Assurance maladie. Toutefois, en pratique, il n'existe aucun onglet sur le site declare.ameli.fr concernant les personnes positives à la Covid-19. Par ailleurs, sur le site Ameli, il semble qu'en cas de test positif, le salarié est contacté par l'Assurance maladie dans le cadre du contact tracing. C'est dans ce cadre que l'Assurance maladie	Résultat du test effectué par le salarié		

adressera au salarié, si ce dernier décompte global des est dans l'impossibilité de télétravailler, un arrêt de travail Complément employeur dérogatoire. légal : *** • Non-application de la condition N.B.: En aucun cas il ne faut d'ancienneté d'un an rediriger le salarié vers son (article L. 1226-1 du Code du travail); médecin traitant pour l'établissement d'un arrêt de Non-application du délai de prévenance travail. En effet, dans ce cas, ce salarié ne pourra bénéficier des de 48 heures (article dérogatoires L. 1226-1 1° du Code dispositions prévues par le décret. En du travail); revanche, le salarié devra • Non-application de la toutefois voir son médecin condition de soins sur traitant pour le suivi médical. le territoire français ou dans l'un des autres États-membres de la Communauté européenne ou dans l'un des autres États partie à l'accord sur l'Espace économique européen (article L. 1226-1, 3° du Code du travail); • Non-application du délai de carence de 7 jours (article D. 1226-3 du Code du travail); • Non-prise en compte des durées d'indemnisation dans l'appréciation de la durée maximale d'indemnisation au cours des 12 mois glissants (article D. 1226-4 du Code du travail). N.B.: Pas de versement du complément conventionnel, le salarié n'étant pas en incapacité.

		Voir notre note (en préparation) pour plus de développements. Arrêt de travail délivré en principe par l'Assurance maladie dans le cadre du contact-tracing. *** Dispositif applicable aux arrêts de travail délivrés à compter du 10 janvier 2021 jusqu'au 1er juin 2021 inclus. *** ATTENTION: l'arrêt de travail peut être établi par le médecin du travail (Décret n°2021-24 du 13 janvier 2021: Ce décret est pris en application de l'article 2 de l'ordonnance n° 2020-1502 du 2 décembre 2020. Ses dispositions entrent en vigueur à compter du 15 janvier 2021 (article 4, I de l'ordonnance n° 2020-1502 du 2 décembre 2020 modifiée).		
Personnes <u>non-salariées</u> positives à la Covid-19	NON	D. n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié Versement des IJSS: Sans application des conditions d'ouverture de droit aux IJ relatives aux durées minimales d'activité ou de contributivité minimale;	Le décret n°2021-13 du 8 janvier 2021 prévoit que l'arrêt de travail, pour ces personnes, est délivré par l'assurance maladie après déclaration en ligne via le téléservice mis en place à cet effet par la Caisse nationale d'Assurance maladie. Toutefois, en pratique, il n'existe aucun onglet sur le site declare.ameli.fr concernant les personnes positives à la Covid-19.	Résultat du test effectué par le salarié

	6	Day aillaure our la sita Amali il	
	 Sans application du 		
	délai de carence de 3	semble qu'en cas de test positif <u>, le</u>	
	jours ;	salarié est contacté par	
	 Sans prise en compte 	l'Assurance maladie dans le cadre	
	de ces IJ dans le	du contact tracing. C'est dans ce	
	décompte global des	cadre que l'Assurance maladie	
	IJ.	adressera au salarié, si ce dernier	
		est dans l'impossibilité de	
	Arrêt de travail délivré en	télétravailler, un arrêt de travail	
	principe par l'Assurance	dérogatoire.	
	maladie dans le cadre du		
	contact-tracing.		

	Dispositif applicable aux		
	arrêts de travail délivrés à		
	compter du 10 janvier		
	2021 jusqu'au 1er juin		
	2021 inclus.		

PERSONNES DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE MESURE D'ISOLEMENT OU DE MISE EN QUARANTAINE A LEUR ARRIVEE EN OUTRE-MER EN APPLICATION DU 3° OU DU 4° DE L'ARTICLE L. 3131-15 ET DE L'ARTICLE L. 3131-17 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

	Dispositif : activité partielle dérogatoire			Dispositif : arrêts de travail dérogatoires		
	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs Durée du dispositif	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs
Salariés devant faire l'objet d'une mesure d'isolement ou de mise en quarantaine à leur arrivée en Outre-mer		NON		D. n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié Versement des IJSS: • Sans application des conditions d'ouverture de droit aux IJ relatives aux durées minimales d'activité ou de contributivité minimale; • Sans application du délai de carence de 3 jours; • Sans prise en compte de ces IJ dans le	Le décret n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié renvoi aux dispositions du 3° ou du 4° de l'article L. 3131-15 et de l'article L. 3131-17 du Code de la sante publique. Ces articles visent les personnes placées en quarantaine ou faisant l'objet d'une mise à l'isolement en application de dispositions générales ou individuelles. Conditions pour bénéficier du dispositif: Faire l'objet d'une mise en quarantaine ou mesure d'isolement en application du 3° ou du 4° de l'article L. 3131-15 et de l'article L.	Le salarié de retour d'un déplacement pour motifs impérieux d'ordre professionnel ou personnel et soumis à une mesure d'isolement doit en informer son employeur le plus rapidement possible. S'il ne peut pas télétravailler, il appartient alors à l'employeur d'effectuer une demande d'indemnisation via le téléservice « Déplacement pour motifs impérieux » sur le site déclare.ameli.fr. Cette déclaration ne déclenche pas une indemnisation automatique. L'Assurance maladie se réserve le droit de demander toutes informations complémentaires

	décompte global des	3131-17 du code de la santé	dans le cadre de la vérification des
	IJ.	publique ;	conditions d'indemnisation.
		 A l'arrivée en Guadeloupe, 	
	Complément employeur	en Guyane, en Martinique, à	
	légal :	Mayotte, en Nouvelle-	
	 Non-application de la 	Calédonie, en Polynésie	
	condition	française, à La Réunion, à	
	d'ancienneté d'un an	Saint-Barthélemy, à Saint-	
	(article L. 1226-1 du	Martin, ou à Saint-Pierre-et-	
	Code du travail) ;	Miquelon ;	
	 Non-application du 	 Ne pas pouvoir télétravailler. 	
	délai de prévenance		
	de 48 heures (article	Cette mesure d'isolement ou de	
	L. 1226-1 1° du Code	quarantaine est appliquée quel	
	du travail) ;	que soit le pays de provenance.	
	 Non-application de la 		
	condition de soins sur		
	le territoire français		
	ou dans l'un des		
	autres États-membres		
	de la Communauté		
	européenne ou dans		
	l'un des autres États		
	partie à l'accord sur l'Espace économique		
	européen (article L.		
	1226-1, 3° du Code du		
	travail);		
	Non-application du		
	délai de carence de 7		
	jours (article D. 1226-		
	3 du Code du travail) ;		
	 Non-prise en compte 		
	des durées		
	d'indemnisation dans		
	l'appréciation de la		
	durée maximale		
	d'indemnisation au		
	cours des 12 mois		
	glissants (article D.		
	1226-4 du Code du		
	travail).		
	N.B.: Pas de versement du		
	complément		
	conventionnel, le salarié		
	n'étant pas en incapacité		

Personnes non salariées devant faire l'objet d'une mesure d'isolement ou de mise en quarantaine à leur arrivée en Outre-mer		Dispositif applicable aux arrêts de travail débutant à compter du 22 février 2021 jusqu'au 1er juin 2021 inclus OUI D. n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié Versement des IJSS: Sans application des conditions d'ouverture de droit aux IJ relatives aux durées minimales d'activité ou de contributivité minimale; Sans application du	Le décret n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié renvoi aux dispositions du 3° ou du 4° de l'article L. 3131-15 et de l'article L. 3131-17 du Code de la sante publique Ces articles visent les personnes placées en quarantaine ou faisant l'objet d'une mise à l'isolement en application de dispositions générales ou individuelles. Conditions pour bénéficier du dispositif: • Faire l'objet d'une mise en	Le travailleur indépendant, de retour d'un déplacement pour motifs impérieux d'ordre professionnel ou personnel et soumis à une mesure d'isolement, peut effectuer une demande d'indemnisation via le téléservice « Déplacement pour motifs impérieux » sur le site déclare.ameli.fr. Cette déclaration ne déclenche pas une indemnisation automatique. L'Assurance maladie se réserve le droit de demander toutes informations complémentaires dans le cadre de la vérification des
	NON	délai de carence de 3 jours; Sans prise en compte de ces IJ dans le décompte global des IJ. *** Dispositif applicable aux arrêts de travail débutant à compter du 22 février 2021 jusqu'au-1er juin 2021 inclus	 Faire l'objet d'une mise en quarantaine ou mesure d'isolement en application du 3° ou du 4° de l'article L. 3131-15 et de l'article L. 3131-17 du code de la santé publique; A l'arrivée en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin, ou à Saint-Pierre-et-Miquelon; Ne pas pouvoir télétravailler. Cette mesure d'isolement ou de quarantaine est appliquée quel 	conditions d'indemnisation.
			que soit le pays de provenance.	
PERSONNES	EN PROVENANCE DE L'ETRANGER DEVANT FAIRE L'OBJET D'UNE MI	ESURE D'ISOLEMENT	PROPHYLACTIOUE A LE	UR ARRIVEE SUR LE
	TERRITOIRE METROPOLITAIN ET			
	Dispositif : activité partielle dérogatoire	Dispo	sitif : arrêts de travail dé	érogatoires

	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs Durée du dispositif	Textes et durée du dispositif	Conditions pour bénéficier du dispositif	Justificatifs
Personnes salariées devant faire l'objet d'une mesure d'isolement prophylactique à leur arrivée sur le territoire métropolitain et en Outre- mer		NON		D. n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié Versement des IJSS: Sans application des conditions d'ouverture de droit aux IJ relatives aux durées minimales d'activité ou de contributivité minimale; Sans application du délai de carence de 3 jours; Sans prise en compte de ces IJ dans le décompte global des IJ. Complément employeur légal: Non-application de la condition d'ancienneté d'un an (article L. 1226-1 du Code du travail); Non-application du délai de prévenance de 48 heures (article L. 1226-1 1° du Code du travail); Non-application de la condition de soins sur le territoire français ou dans l'un des autres États-membres de la Communauté européenne ou dans l'un des autres États partie à l'accord sur l'Espace économique européen (article L.	Le décret n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié renvoie aux mesures d'isolement visées par les décrets n°2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifiés. Conditions pour bénéficier du dispositif: • Faire l'objet d'une mesure d'isolement prophylactique en application des décrets n°2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29 octobre 2020 modifiés, dans les cas suivants : - déplacements par transports terrestres à destination de la Guyane en provenance du Brésil; - déplacements depuis Mayotte, la Guyane ou la Réunion vers tout autre point du territoire national; - arrivées sur le territoire métropolitain (hors personnes en provenance d'un pays de l'Union européenne, d'Andorre, d'Islande, du Liechtenstein, de Monaco, de Norvège, de Saint-Marin, du Saint-Siège ou de Suisse);	Le salarié de retour d'un déplacement pour motifs impérieux d'ordre professionnel ou personnel et soumis à une mesure d'isolement prophylactique, doit en informer son employeur le plus rapidement possible. S'il ne peut pas télétravailler, il appartient alors à l'employeur d'effectuer une demande d'indemnisation via le téléservice « Déplacement pour motifs impérieux » sur le site déclare.ameli.fr Cette déclaration ne déclenche pas une indemnisation automatique. L'Assurance maladie se réserve le droit de demander toutes informations complémentaires dans le cadre de la vérification des conditions d'indemnisation.

		1226-1, 3° du Code du	- arrivées sur le territoire	
		travail);	national depuis le	
		 Non-application du délai de carence de 7 	Royaume-Uni ;	
		jours (article D. 1226-	- arrivées dans l'une des	
		3 du Code du travail) ;	collectivités de l'article	
		Non-prise en compte	73 de la Constitution, à	
		des durées d'indemnisation dans	Saint-Martin, Saint-	
		l'appréciation de la	Barthélemy ou Saint-	
		durée maximale	Pierre-et-Miquelon.	
		d'indemnisation au	Ne pas pouvoir télétravailler	
		cours des 12 mois glissants (article D.		
		1226-4 du Code du		
		travail).		
		N.B.: Pas de versement du		
		complément		
		conventionnel, le salarié		
		n'étant pas en incapacité.		
		Demande effectuée par		
		<u>l'employeur</u> via le		
		<u>téléservice</u>		
		declare.ameli.fr.		

		Dispositif applicable aux		
		arrêts de travail débutant		
		à compter du 22 février 2021 jusqu'au 1 ^{er} juin 2021		
		inclus		
Personnes non		OUI	Le décret n°2021-13 du 8 janvier	Le travailleur indépendant, de
<u>salariées</u>			2021 modifié renvoie aux mesures d'isolement visées par	retour d'un déplacement pour motifs impérieux d'ordre
devant faire		D. n°2021-13 du 8 janvier 2021 modifié	les décrets n°2020-1262 du 16	professionnel ou personnel et
l'objet d'une		2021 Mounte	octobre 2020 et n°2020-1310 du	soumis à une mesure d'isolement
_		Versement des IJSS :	29 octobre 2020 modifiés.	prophylactique, peut effectuer une demande d'indemnisation <i>via</i> le
mesure		 Sans application des conditions 	Conditions pour bénéficier du	téléservice « <i>Déplacement pour</i>
d'isolement	NON	d'ouverture de droit	dispositif:	motifs impérieux » sur le site
prophylactique		aux IJ relatives aux	Faire l'objet d'une mesure	déclare.ameli.fr.
à leur arrivée		durées minimales	d'isolement prophylactique	Cette déclaration ne déclenche pas
sur le territoire		d'activité ou de contributivité	en application des décrets	une indemnisation automatique.
métropolitain		minimale ;	n°2020-1262 du 16 octobre 2020 et n°2020-1310 du 29	L'Assurance maladie se réserve le droit de demander toutes
		Sans application du	octobre 2020 modifiés, dans	informations complémentaires
		délai de carence de 3 jours ;	les cas suivants :	
		juuis,		Page 23 sur 24

et en Outre-	Sans prise en compte		dans le cadre de la vérification des
	de ces IJ dans le	- déplacements par	conditions d'indemnisation.
mer	décompte global des	transports terrestres à	
	IJ.	destination de la	
	Demande effectuée par	Guyane en provenance	
	l'assuré via le téléservice	du Brésil ;	
	declare.ameli.fr.	- déplacements depuis	
		Mayotte, la Guyane ou	
		la Réunion vers tout	
	***	autre point du territoire	
	Dispositif applicable aux	national ;	
	arrêts de travail débutant à compter du 22 février		
	2021 jusqu'au-1er juin 2021	- arrivées sur le territoire	
	inclus	métropolitain (hors	
		personnes en	
		provenance d'un pays	
		de l'Union européenne,	
		d'Andorre, d'Islande, du	
		Liechtenstein, de	
		Monaco, de Norvège, de Saint-Marin, du Saint-	
		Siège ou de Suisse);	
		Siege ou de Suisse),	
		- arrivées sur le territoire	
		national depuis le	
		Royaume-Uni	
		- arrivées dans l'une des	
		collectivités de l'article	
		73 de la Constitution, à	
		Saint-Martin, Saint-	
		Barthélemy ou Saint- Pierre-et-Miquelon.	
		Pierre-et-ivilqueion.	
		Ne pas pouvoir télétravailler	
		- pao paositra di Carantonio.	
-			